

SENATO DELLA REPUBBLICA

VII LEGISLATURA

(N. 1427)

DISEGNO DI LEGGE

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 17 ottobre 1978
(V. Stampato n. 2143)

presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(FORLANI)

di concerto col Ministro del Lavoro e della Previdenza Sociale
(SCOTTI)

Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 19 ottobre 1978

Ratifica ed esecuzione delle Convenzioni n. 141 e n. 142,
adottate a Ginevra il 23 giugno 1975 dalla 60ª sessione
della Conferenza internazionale del lavoro

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare le seguenti Convenzioni, adottate a Ginevra il 23 giugno 1975 nel

corso della 60^a sessione della Conferenza internazionale del Lavoro:

n. 141 concernente le organizzazioni di lavoratori agricoli ed il loro ruolo nello sviluppo economico e sociale;

n. 142 concernente il ruolo dell'orientamento e della formazione professionale nella valorizzazione delle risorse umane.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle Convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, agli articoli 8 e 7 delle Convenzioni stesse.

CONVENTION 141

CONVENTION**concernant les Organisations de travailleurs ruraux et leur rôle dans le développement économique et social**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 4 juin 1975, en sa soixantième session;

Reconnaissant qu'en raison de leur importance dans le monde il est urgente d'associer les travailleurs ruraux aux tâches du développement économique et social pour améliorer de façon durable et efficace leurs conditions de travail et de vie;

Notant que, dans de nombreux pays du monde et tout particulièrement dans ceux en voie de développement, la terre est utilisée de manière très insuffisante et la main-d'œuvre très largement sous-employée, et que ces faits exigent que les travailleurs ruraux soient encouragés à développer des organisations libres, viables et capables de protéger et défendre les intérêts de leurs membres et d'assurer leur contribution effective au développement économique et social;

Considérant que l'existence de telles organisations peut et doit contribuer à atténuer la pénurie persistante de denrées alimentaires dans plusieurs parties du monde;

Reconnaissant que la réforme agraire est, dans un grand nombre de pays en voie de développement, un facteur essentiel à l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs ruraux et qu'en conséquence les organisations de ces travailleurs devraient coopérer et participer activement au processus de cette réforme;

Rappelant les termes des conventions et recommandations internationales du travail existantes – en particulier la convention sur le droit d'association (agriculture) 1921, la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 – qui affirment le droit de tous les travailleurs, y compris les travailleurs ruraux, d'établir des organisations libres et indépendantes, ainsi que les dispositions de nombreuses conventions et recommandations internationales du travail applicables aux travailleurs ruraux qui demandent notamment que les organisations de travailleurs participent à leur application;

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Notant que les Nations Unies et les institutions spécialisées, en particulier l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, portent toutes un intérêt à la réforme agraire et au développement rural;

Notant que les normes suivantes ont été élaborées en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et que, pour éviter les doubles emplois, la coopération avec cette organisation et les Nations Unies se poursuivra en vue de promouvoir et d'assurer l'application de ces normes;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux organisations de travailleurs ruraux et à leur rôle dans le développement économique et social, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-troisième jour de juin mil neuf cent soixante-quinze, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975:

ARTICLE 1.

La présente convention s'applique à tous les types d'organisations de travailleurs ruraux, y compris les organisations qui ne se limitent pas à ces travailleurs mais qui les représentent.

ARTICLE 2.

1. Aux fins de la présente convention, les termes « travailleurs ruraux » désignent toutes personnes exerçant, dans les régions rurales, une occupation agricole, artisanale ou autre, assimilée ou connexe, qu'il s'agisse de salariés ou, sous réserve du paragraphe 2 du présent article, de personnes travaillant à leur propre compte, par exemple les fermiers, métayers et petits propriétaires exploitants.

2. La présente convention ne s'applique qu'à ceux des fermiers, métayers ou petits propriétaires exploitants dont la principale source de revenu est l'agriculture et qui travaillent la terre eux-mêmes avec la seule aide de leur famille ou en recourant à des tiers à titre purement occasionnel et qui:

a) n'emploient pas de façon permanente de la main-d'œuvre, ou;

b) n'emploient pas une main-d'œuvre saisonnière nombreuse, ou;

c) ne font pas cultiver leurs terres par des métayers ou des fermiers.

ARTICLE 3.

1. Toutes les catégories de travailleurs ruraux, qu'il s'agisse de salariés ou de personnes travaillant à leur propre compte, ont le droit, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix ainsi que celui de s'affilier à ces organisations, à la seule condition de se conformer aux statuts de ces dernières.

2. Les principes de la liberté syndicale devront être respectés pleinement; les organisations de travailleurs ruraux devront être indépendantes et établies sur une base volontaire et ne devront être soumises à aucune ingérence, contrainte ou mesure répressive.

3. L'acquisition de la personnalité juridique par les organisations de travailleurs ruraux ne peut être subordonnée à des conditions de nature à mettre en cause l'application des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article.

4. Dans l'exercice des droits qui leur sont reconnus par le présent article, les travailleurs ruraux et leurs organisations respectives sont tenus, à l'instar des autres personnes ou collectivités organisées, de respecter la légalité.

5. La législation nationale ne devra porter atteinte ni être appliquée de manière à porter atteinte aux garanties prévues par le présent article.

ARTICLE 4.

L'un des objectifs de la politique nationale de développement rural devra être de faciliter la constitution et le développement, sur une base volontaire, d'organisations de travailleurs ruraux, fortes et indépendantes, comme moyen efficace d'assurer que ces travailleurs, sans discrimination — au sens de la convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 —, participent au développement économique et social et bénéficient des avantages qui en découlent.

ARTICLE 5.

1. Pour permettre aux organisations de travailleurs ruraux de jouer leur rôle dans le développement économique et social, tout Membre qui ratifie la présente convention devra adopter et appliquer une politique visant à encourager ces organisations, notamment en vue d'éliminer les obstacles qui s'opposent à leur constitution, à leur développement et à l'exercice de leurs activités licites, ainsi que les discriminations d'ordre législatif et administratif dont les organisations de travailleurs ruraux et leurs membres pourraient faire l'objet.

2. Tout Membre qui ratifie la présente convention devra s'assurer que la législation nationale ne fait pas obstacle, compte tenu des conditions propres au secteur rural, à la constitution et au développement d'organisations de travailleurs ruraux.

ARTICLE 6.

Des mesures devront être prises afin de promouvoir la plus large compréhension possible de la nécessité de développer les organisations de travailleurs ruraux et la contribution qu'elles peuvent apporter à une amélioration des possibilités d'emploi et des conditions générales de travail et de vie dans les régions rurales ainsi qu'à l'accroissement et à une meilleure répartition du revenu national.

ARTICLE 7.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 8.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 9.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne pendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié

pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 10.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 11.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte de Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 12.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 13.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 9 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 14.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixantième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le vingt-cinquième jour de juin 1975.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-sixième jour de juin 1975:

Le Président de la Conférence,

BLAS F. OPLE

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

FRANCIS BLANCHARD

CONVENZIONE 141

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione tra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.*

CONVENZIONE

**concernente le organizzazioni di lavoratori agricoli
ed il loro ruolo nello sviluppo economico e sociale**

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro e ivi riunitasi il 4 giugno 1975, nella sua sessantesima sessione;

Avendo riconosciuto che, data la loro importanza nel mondo, è urgente associare i lavoratori agricoli ai compiti di sviluppo economico e sociale, per migliorare in modo durevole ed efficace le loro condizioni di vita e di lavoro;

Rilevato che, in numerosi paesi del mondo e particolarmente in quelli in via di sviluppo, la terra viene utilizzata in maniera del tutto insufficiente e la manodopera è largamente sotto-occupata, e che tali fatti esigono che i lavoratori rurali siano incoraggiati a sviluppare organizzazioni libere, suscettibili di sviluppo e in grado di proteggere e difendere gli interessi dei propri membri e di garantire il loro contributo effettivo allo sviluppo economico e sociale;

Considerato che l'esistenza di simili organizzazioni può e deve contribuire ad attenuare la carenza persistente di derrate alimentari in varie parti del mondo;

Riconoscendo che la riforma agraria è, in molti paesi in via di sviluppo, un fattore essenziale per il miglioramento delle condizioni di lavoro e di vita dei lavoratori agricoli e quindi che le organizzazioni di tali lavoratori dovrebbero cooperare e partecipare attivamente al processo di questa riforma;

Ricordando i termini delle convenzioni e raccomandazioni internazionali del lavoro esistenti — in particolar modo la convenzione sul diritto di associazione (agricoltura), 1921, la convenzione sulla libertà sindacale e la tutela del diritto sindacale, 1948, e la convenzione sul diritto di organizzazione e di contrattazione collettiva, 1949 — le quali affermano il diritto di tutti i lavoratori, compresi quelli rurali, di creare organizzazioni libere e indipendenti, nonché le disposizioni contenute in numerose convenzioni e raccomandazioni internazionali del lavoro applicabili ai lavoratori

agricoli, che chiedono tra l'altro che le organizzazioni di lavoratori partecipino alla loro applicazione;

Rilevato che le Nazioni Unite e le istituzioni specializzate, in particolare l'Organizzazione internazionale del Lavoro e l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura, dimostrano tutto interesse per la riforma agraria e lo sviluppo rurale;

Rilevato che le norme che seguono sono state elaborate in cooperazione con l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura e che, per evitare doppioni, la cooperazione con tale organizzazione e le Nazioni Unite verrà perseguita, al fine di promuovere e garantire l'applicazione di tali norme;

Avendo deciso di adottare varie proposte relative alle organizzazioni di lavoratori rurali ed al loro ruolo nello sviluppo economico e sociale, argomento che costituisce il quarto punto all'ordine del giorno della sessione;

Avendo deciso che tali proposte debbano assumere la forma di una convenzione internazionale,

adotta, oggi ventitrè giugno millenovecentosettantacinque, la convenzione seguente che sarà denominata Convenzione sulle organizzazioni di lavoratori agricoli, 1975:

ARTICOLO 1.

La presente Convenzione si applica a tutti i tipi di organizzazioni di lavoratori agricoli, comprese quelle che non sono limitate a questi lavoratori, ma che li rappresentano.

ARTICOLO 2.

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « lavoratori agricoli » designa tutte le persone che esercitano, nelle zone rurali, una attività agricola, artigianale od altra, assimilata o connessa, sia che si tratti di salariati, o, fatto salvo il paragrafo 2 del presente articolo, di persone che lavorino in proprio, ad esempio, affittuari agricoli, mezzadri o piccoli coltivatori diretti.

2. La presente Convenzione si applica soltanto a coloro, tra gli affittuari, mezzadri o piccoli coltivatori diretti la cui principale fonte di reddito sia l'agricoltura e che lavorino essi stessi la terra, con il solo ausilio dei familiari o facendo ricorso a terzi a titolo meramente occasionale, e che:

- a) non occupino manodopera in modo permanente, o;
- b) non occupino manodopera stagionale numerosa, o;
- c) non facciano coltivare le loro terre da mezzadri o affittuari.

ARTICOLO 3.

1. Tutte le categorie di lavoratori agricoli, siano essi salariati o persone che lavorano in proprio, hanno il diritto, senza previa autorizzazione, di costituire organizzazioni di loro scelta, come anche di iscriversi a tali organizzazioni, all'unica condizione di attenersi agli statuti delle organizzazioni stesse.

2. I principi della libertà sindacale dovranno essere osservati pienamente; le organizzazioni di lavoratori agricoli dovranno essere indipendenti e fondate su basi volontarie, e non dovranno essere sottoposte ad alcuna ingerenza, coercizione o misura repressiva.

3. L'acquisizione della personalità giuridica da parte delle organizzazioni di lavoratori agricoli non può essere subordinata a condizioni tali da mettere in causa l'applicazione delle disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo.

4. Nell'esercizio dei diritti loro riconosciuti dal presente articolo, i lavoratori agricoli e le loro rispettive organizzazioni sono tenuti, come pure le altre persone o collettività organizzate, a rispettare la legalità.

5. La legislazione nazionale non dovrà pregiudicare, né essere applicata in modo da pregiudicare le garanzie previste dal presente articolo.

ARTICOLO 4.

Uno degli obiettivi della politica nazionale di sviluppo rurale dovrà essere quello di facilitare la creazione e lo sviluppo, su base volontaria, di organizzazioni di lavoratori agricoli, forti e indipendenti, quale mezzo efficace per assicurare a detti lavoratori, senza discriminazione — ai sensi della convenzione sulla discriminazione (occupazione e professione), 1958 — la partecipazione allo sviluppo economico e sociale ed il beneficio dei vantaggi che ne derivano.

ARTICOLO 5.

1. Onde consentire alle organizzazioni di lavoratori agricoli di svolgere il loro ruolo nello sviluppo economico e sociale, ogni Stato membro che ratifichi la presente Convenzione dovrà adottare ed attuare una politica diretta ad incoraggiare tali organizzazioni, tra l'altro al fine di eliminare gli ostacoli che si oppongono alla loro creazione, al loro sviluppo ed all'esercizio delle loro lecite attività, come anche le discriminazioni di natura legislativa e amministrativa di cui le organizzazioni di lavoratori rurali ed i loro membri potrebbero essere oggetto.

2. Ogni Stato membro che ratifichi la presente Convenzione dovrà assicurarsi che la legislazione nazionale non ostacoli, tenuto conto delle condizioni proprie del settore rurale, la costituzione e lo sviluppo di organizzazioni di lavoratori agricoli.

ARTICOLO 6.

Dovranno essere adottate disposizioni al fine di promuovere la comprensione più larga possibile della necessità di sviluppare le organizzazioni di lavoratori agricoli ed il contributo che esse possono dare ad un miglioramento delle possibilità di occupazione e delle condizioni generali di lavoro e di vita nelle zone rurali, nonché all'incremento ed a una migliore distribuzione del reddito nazionale.

ARTICOLO 7.

Le ratifiche formali della presente Convenzione verranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questo registrate.

ARTICOLO 8.

1. La presente Convenzione sarà vincolante solo per gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, la cui ratifica sarà stata registrata dal Direttore generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due Stati membri saranno state registrate dal Direttore generale.

3. In seguito, questa Convenzione entrerà in vigore per ogni Stato membro dodici mesi dopo la data di registrazione della sua ratifica.

ARTICOLO 9.

1. Ogni Stato membro che abbia ratificato la presente Convenzione può denunciarla allo scadere di un periodo di dieci anni dalla data iniziale dell'entrata in vigore della Convenzione, con un atto comunicato al Direttore generale dell'ufficio internazionale del Lavoro e da questo registrato. La denuncia avrà effetto dopo un anno dalla data di registrazione.

2. Ogni Stato membro che abbia ratificato la presente Convenzione e che, entro un anno dallo scadere del periodo decennale menzionato nel paragrafo precedente, non faccia uso della facoltà di denuncia prevista dal presente articolo, sarà vincolato per un nuovo periodo di dieci anni e, in seguito, potrà denunciare la presente convenzione allo scadere di ogni periodo decennale, alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 10.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e denunce che gli verranno comunicate dagli Stati membri dell'Organizzazione.

2. Notificando agli Stati membri dell'Organizzazione la registrazione della seconda ratifica che gli sarà stata comunicata, il Direttore generale richiamerà l'attenzione degli Stati membri della Organizzazione sulla data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore.

ARTICOLO 11.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete su tutte le ratifiche e tutti gli atti di denuncia che egli avrà registrati, conformemente ai precedenti articoli.

ARTICOLO 12.

Ogni qualvolta lo riterrà necessario, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente Convenzione ed esaminerà se sia il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione, totale o parziale.

ARTICOLO 13.

1. Ove la Conferenza adottasse una nuova convenzione di revisione totale o parziale della presente Convenzione, e salvo che la nuova convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di uno Stato membro della nuova convenzione di revisione comporterebbe di pieno diritto, nonostante l'articolo 9 di cui sopra, la denuncia immediata della presente Convenzione, a condizione che la nuova convenzione di revisione sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data dell'entrata in vigore della nuova convenzione di revisione, la presente Convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica degli Stati membri.

2. La presente Convenzione rimarrebbe comunque in vigore, nella sua forma e nel suo contenuto, per gli Stati membri che la avessero ratificata e che non ratificassero la convenzione di revisione.

ARTICOLO 14.

Le versioni francese ed inglese del testo della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, nella sua sessantesima sessione, tenutasi a Ginevra e dichiarata chiusa il venticinquesimo giorno di giugno 1975.

IN FEDE DI CHE hanno apposto la loro firma, questo ventiseiesimo giorno di giugno 1975.

Il Presidente della Conferenza

BLAS F. OPLE

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del lavoro

FRANCIS BLANCHARD

CONVENTION 142.

CONVENTION

concernant le rôle de l'orientation et de la formation professionnelles dans la mise en valeur des ressources humaines

La conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 4 juin 1975, en sa soixantième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la mise en valeur des ressources humaines: orientation et formation professionnelles, question qui constitue le sixième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions devraient prendre la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-troisième jour de juin mil neuf cent soixante-quinze, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975:

ARTICLE 1.

1. Chaque Membre devra adopter et développer des politiques et des programmes complets et concertés d'orientation et de formation professionnelles en établissant, en particulier grâce aux services publics de l'emploi, une relation étroite entre l'orientation et la formation professionnelles et l'emploi.

2. Ces politiques et ces programmes devront tenir compte:

a) des besoins, possibilités et problèmes en matière d'emploi aux niveaux tant régionaux que nationaux;

b) du stade et du niveau du développement économique, social et culturel;

c) des rapports existant entre les objectifs de mise en valeur des ressources humaines et les autres objectifs économiques, sociaux et culturels.

3. Ces politiques et ces programmes seront appliqués par des méthodes adaptées aux conditions nationales.

4. Ces politiques et ces programmes devront viser à améliorer la capacité de l'individu de comprendre le milieu de travail et l'environnement social et d'influer sur ceux-ci, individuellement et collectivement.

5. Ces politiques et ces programmes devront encourager et aider toutes personnes, sur un pied d'égalité et sans discrimination aucune, à développer et à utiliser leurs aptitudes professionnelles dans leur propre intérêt et conformément à leurs aspirations, tout en tenant compte des besoins de la société.

ARTICLE 2.

En vue d'atteindre les objectifs indiqués ci-dessus, chaque Membre devra élaborer et perfectionner des systèmes ouverts, souples et complémentaires d'enseignement général, technique et professionnelle, que ces activités se déroulent à l'intérieur ou hors du système scolaire.

ARTICLE 3.

1. Chaque Membre devra étendre progressivement ses systèmes d'orientation professionnelles et ses systèmes d'information continue sur l'emploi, en vue d'assurer une information complète et une orientation aussi large que possible aux enfants, aux adolescents et aux adultes, y compris par des programmes appropriés aux personnes handicapées.

2. Cette information et cette orientation devront couvrir le choix d'une profession, la formation professionnelle et les possibilités d'éducation s'y rapportant, la situation de l'emploi et les perspectives d'emploi, les possibilités de promotion, les conditions de travail, la sécurité et l'hygiène du travail et d'autres aspects de la vie active dans les divers secteurs de l'activité économique, sociale et culturelle et à tous les niveaux de responsabilité.

3. Cette information et cette orientation devront être complétées par une information sur les aspects généraux des conventions collectives et des droits et obligations de toutes les parties intéressées selon la législation du travail; cette dernière information devra être fournie conformément à la loi et à la pratique nationales en tenant compte des fonctions et des tâches respectives des organisations de travailleurs et d'employeurs intéressées.

ARTICLE 4.

Chaque Membre devra progressivement étendre, adapter et harmoniser ses divers systèmes de formation professionnelle pour répondre aux besoins des adolescents et des adultes, tout au long de

leur vie, dans tous les secteurs de l'économie, dans toutes les branches de l'activité économique et à tous les niveaux de qualification professionnelle et de responsabilité.

ARTICLE 5.

Les politiques e les programmes d'orientation et de formation professionnelles seront élaborés et appliqués en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs et, le cas échéant, conformément à la loi et à la pratique nationales, avec d'autres organismes intéressés.

ARTICLE 6.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 7.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 8.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 9.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 10.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 11.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 12.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 8 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient par la convention portant révision.

ARTICLE 13.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixantième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le vingt-cinquième jour de juin 1975.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-sixième jour de juin 1975:

Le Président de la Conférence,

BLAS F. OPLE

Le Directeur général du Bureau international du Travail

FRANCIS BLANCHARD

CONVENZIONE 142.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione tra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.*

CONVENZIONE

concernente il ruolo dell'orientamento e della formazione professionale nella valorizzazione delle risorse umane

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

convocata a Ginevra dal Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del lavoro, ed ivi riunitasi il 4 giugno 1975, nella sua sessantesima sessione;

avendo deciso di adottare varie proposte relative alla valorizzazione delle risorse umane: orientamento e formazione professionale, questione che costituisce il sesto punto all'ordine del giorno della sessione;

avendo deciso che queste proposte dovrebbero assumere la forma di una convenzione internazionale,

adotta, oggi ventitrè giugno millenovecentosessantacinque, la seguente convenzione, che sarà denominata Convenzione sulla valorizzazione delle risorse umane, 1975.

ARTICOLO 1.

Ogni Stato membro dovrà adottare e sviluppare delle politiche e dei programmi completi e concordati di orientamento e formazione professionale, stabilendo, in particolare, grazie ai servizi pubblici dell'impiego, una stretta connessione tra orientamento, e formazione professionale e impiego.

2. Tali politiche e tali programmi dovranno tener conto:

a) delle necessità, possibilità e problemi in materia d'impiego sia a livello regionale che nazionale;

b) dello stadio e del livello dello sviluppo economico, sociale e culturale;

c) dei rapporti esistenti tra gli obiettivi della valorizzazione delle risorse umane e gli altri obiettivi economici, sociali e culturali.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3. Queste politiche e questi programmi saranno applicati con metodi adatti alle condizioni nazionali.

4. Queste politiche e questi programmi dovranno tendere al miglioramento della capacità dell'individuo di capire l'ambiente di lavoro e il contesto sociale e di influenzarli sia individualmente che collettivamente.

5. Queste politiche e questi programmi dovranno incoraggiare ed aiutare chiunque, su una base di parità e senza discriminazione alcuna, a sviluppare ed utilizzare le proprie attitudini professionali nel loro proprio interesse e conformemente alle proprie aspirazioni, pur tenendo conto dei bisogni della società.

ARTICOLO 2.

Per raggiungere gli obbiettivi sopra indicati, ogni Stato membro dovrà elaborare e perfezionare dei sistemi aperti, flessibili e complementari di insegnamento generale, tecnico e professionale, di orientamento scolastico e professionale e di formazione professionale, sia che queste attività si svolgano all'interno che al di fuori del sistema scolastico.

ARTICOLO 3.

1. Ogni Stato membro dovrà estendere progressivamente i suoi sistemi d'orientamento professionale ed i suoi sistemi di informazione continua sull'occupazione, al fine di assicurare una informazione completa ed un orientamento il più esteso possibile ai bambini, agli adolescenti ed agli adulti, ivi compresi dei programmi appropriati per persone handicappate.

2. Questa informazione e questo orientamento dovranno coprire la scelta di una professione, la formazione professionale e le possibilità di istruzione ad essa relative, la situazione e le prospettive d'impiego, le possibilità di promozione, le condizioni di lavoro, la sicurezza e l'igiene del lavoro ed altri aspetti della vita attiva nei diversi settori dell'attività economica, sociale e culturale ed a tutti i livelli di responsabilità.

3. Questa informazione e questo orientamento dovranno essere completati da informazioni sugli aspetti generali dei contratti collettivi e dei diritti ed obblighi di tutte le parti interessate in base alla legislazione del lavoro; quest'ultima informazione dovrà essere fornita in conformità alla legge e alla prassi nazionali, tenendo conto delle funzioni e dei compiti rispettivi delle organizzazioni dei lavoratori e dei datori di lavoro interessate.

ARTICOLO 4.

Ogni Stato membro dovrà progressivamente estendere, adattare ed armonizzare i suoi diversi sistemi di formazione professionale per rispondere alle necessità degli adolescenti e degli adulti, lungo l'arco della loro vita, in tutti i settori dell'economia, in tutti i rami dell'attività economica e a tutti i livelli di qualificazione professionale e di responsabilità.

ARTICOLO 5.

Le politiche e i programmi di orientamento e di formazione professionale saranno elaborati ed applicati in collaborazione con le organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori e, all'occorrenza, conformemente alla legge e alla prassi nazionali, con altri organismi interessati.

ARTICOLO 6.

Le ratifiche formali della presente Convenzione saranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 7.

1. La presente Convenzione sarà vincolante soltanto per gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sia stata registrata dal Direttore generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due Stati membri saranno state registrate dal Direttore generale.

3. In seguito, questa Convenzione entrerà in vigore per ogni Stato membro dodici mesi dopo la data in cui la sua ratifica sarà registrata.

ARTICOLO 8.

1. Ogni Stato membro che abbia ratificato la presente Convenzione può denunciarla al termine di un periodo di dieci anni dalla data di entrata in vigore iniziale della Convenzione, mediante un atto comunicato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denuncia avrà effetto un anno dopo la sua registrazione.

2. Ogni Stato membro che abbia ratificato la presente Convenzione e che, entro un anno dalla scadenza del periodo di dieci anni di cui al paragrafo precedente, non si avvarrà della facoltà

di denuncia di cui al presente articolo, sarà vincolato per un ulteriore periodo di dieci anni e, successivamente, potrà denunciare la presente Convenzione al termine di ciascun periodo di dieci anni alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 9.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e denunce che gli saranno comunicate dagli Stati membri dell'Organizzazione.

2. Notificando agli Stati membri dell'Organizzazione la registrazione della seconda ratifica che gli sarà stata comunicata, il Direttore generale richiamerà l'attenzione degli Stati membri dell'Organizzazione sulla data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore.

ARTICOLO 10.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, in conformità all'articolo 102 della Carte delle Nazioni Unite, informazioni complete su tutte le ratifiche e tutti gli atti di denuncia che avrà registrato conformemente agli articoli precedenti.

ARTICOLO 11.

Ogni volta che lo ritenga necessario, il Consiglio d'amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente Convenzione e prenderà in esame l'opportunità di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 12.

1. Nel caso in cui la Conferenza adottasse una nuova convenzione di revisione totale o parziale della presente Convenzione, e a meno che la nuova convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di uno Stato membro della nuova convenzione di revisione comporterebbe di pieno diritto, nonostante l'articolo 8 precedente, denuncia immediata della presente Convenzione, con riserva che la nuova convenzione di revisione sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data di entrata in vigore della nuova convenzione di revisione, la presente Convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica degli Stati membri.

2. La presente Convenzione rimarrebbe in ogni caso in vigore nella sua forma e nel suo tenore per gli Stati membri che l'avessero ratificata e che non ratificassero la convenzione di revisione.

ARTICOLO 13.

Le versioni francese e inglese del testo della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua sessantesima sessione tenutasi a Ginevra e dichiarata chiusa il venticinquesimo giorno di giugno 1975.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, questo ventiseiesimo giorno di giugno 1975.

Il Presidente della Conferenza

BLAS F. OPLE

*Il Direttore generale
dell'Ufficio internazionale del Lavoro*

FRANCIS BLANCHARD